

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire N° 34 - nov. 2012 / janv. 2013 - prix libre



À l'affût

Vinci dégage ! p. 2
Yourtes en procès p. 3
La fin du monde p. 3

Anarcho- diététique

Pas de beurre dans tes
épinards ! pp. 4-5

Scientisme

Paroles, paroles... p. 6

La fleur au fusil

et en chanson p. 7

La guerre que j' préfère pp. 8-9

Casse-tête scolaire

Évaluation, piège à... pp. 10-11

Coup de gueule

Moralisme sans vergogne
pp. 12-13

La gueule toute verte

Bio-tiful business pp. 14-15
Fukushima blues pp. 16-17

Mauvaises lectures

p. 18

Revue de crise

p. 19

Rendez-vous

p. 20

Notre Dame Des Landes, ZAD, octobre 2012, nouvel appel à occupation

Appel rédigé par des occupantEs / habitantEs de la ZAD

AU NORD DE NANTES, ça fait deux générations qu'un projet d'aéroport pèse sur 1600 hectares de terres agricoles et de bocages. Laissé longtemps en suspens il a été relancé en 2001 par Lionel Jospin et fermement soutenu depuis par le Parti socialiste et notamment J.-M. Ayrault, ancien député maire de Nantes et actuel premier ministre. Les raisons évoquées pour construire cet aéroport n'ont cessé d'évoluer jusqu'à la dernière blague : construire un aéroport modèle, HQE (Haute qualité environnementale). Projet nuisible, c'est le symbole d'un capitalisme destructeur qui ne vise que la recherche du profit financier. C'est aussi le fruit d'une collaboration étroite entre politiciens avides de « développement » urbain et une grande multinationale, Vinci, spécialiste de projets destructeurs comme prisons, autoroutes, centrales nucléaires.

En 2008, un collectif local d'habitantEs qui résistent lançait un appel à occuper les terres réservées pour ce projet, cette Zone d'Aménagement Différé. Cet appel a été largement relayé et après un Camp Action Climat, en 2009, le mouvement d'occupation s'est amplifié sur ce qui est devenu la Zone À Défendre (ZAD). Une solidarité est née entre les habitantEs qui résistent et les nouveaux occupantEs.

Aujourd'hui, le Parti socialiste est revenu au pouvoir et n'est pas prêt à renoncer à cet aéroport. Il continue d'afficher son soutien total au projet, même si ses alliés écologistes feignent toujours de défendre les terres menacées. Habilement ces bonimenteurs ont utilisé la presse pour faire croire qu'un moratoire était mis en place et que le risque de voir le projet aboutir reculait.

Il n'en est rien ! Les mesures préliminaires sont toujours en cours : pseudo enquêtes publiques, études de terrain (forages, géomètres). Le calendrier prévisionnel des travaux a peut-être, on l'espère, été remis en cause par le mouvement d'occupation, mais pas par le moratoire ! En tout cas, le barreau routier, préliminaire indispensable à la bétonnisation de la zone, est lui bien maintenu pour début 2013. Le laisser faire c'est rendre possible l'arrivée des pelleteuses sur place, c'est abdiquer devant Vinci.

Et pendant ce temps, la ZAD continue de se vider, les expropriations se poursuivent.

Les habitantEs sont pousséEs en dehors de la zone, relogéEs plus loin, moins bien. Peu à peu ceux qui résistent se retrouvent à occuper sans droits ni titres des maisons qu'illes habitent depuis des années, parfois depuis toujours ! Quant aux maisons et terrains occupés la situation n'est pas meilleure. Beaucoup sont expulsables et démolissables depuis début 2012. Et la machine judiciaire suit son cours. Ainsi, le 27 septembre 2012, le tribunal d'instance de Nantes a prononcé l'expulsion immédiate du Sabot et des 100 Chênes. Ce sont deux lieux essentiels de la ZAD, le potager collectif issu d'une occupation initiée par le mouvement Reclaim The Fields et la boulangerie. Ces deux lieux sont habités. Début octobre le dernier squat ouvert à Grand-Champs a également été expulsé. Chaque jour la menace se précise. Il y a urgence à réagir ! Vinci rêve de tous nous expulser, peut-être demain, si nous laissons faire la zone sera bientôt livrée aux machines de chantier !!!

Si nous portons l'occupation comme moyen de lutte, nous nous sentons désormais pleinement habitantEs de cet espace. Nous refusons de voir disparaître ces champs, ces haies, ces bois qui sont devenus nos lieux de vie. Vivre ici, c'est refuser de voir disparaître, au nom du profit, les chênes qui nous abritent, les tritons crêtés et les nombreux autres animaux avec qui nous cohabitons. Vivre ici, c'est être aussi dans un rythme chahuté par les urgences de la lutte, les pressions, l'incertitude de la suite, le harcèlement des flics. Vivre ici, ce n'est pas facile en ce moment avec l'hiver froid et pluvieux qui s'annonce. Que l'on soit proprio, locataire ou occupantE nous sommes toutEs misEs face aux mêmes procédures, à leur « justice ». Et pourtant...

La ZAD est devenu un espace privilégié d'expériences alternatives, un lieu où confronter au jour le jour théorie et pratique, où construire de nouvelles solidarités, où apprendre à être chaque jour un peu plus autonome face au système marchand. Des potagers collectifs ont fleuri, les savoirs se partagent tous les jours. De la boulangerie à la mécanique, de la construction en passant par les échanges artistiques nous apprenons sans cesse les unEs des autres.

Si nous vous appelons à nouveau à nous rejoindre c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'un projet urbanistique mais d'un modèle



de société dont nous ne voulons pas. C'est parce que cette lutte s'inscrit dans un combat plus large contre un système qui se fout des êtres vivants et de la planète.

Ailleurs, d'autres que nous luttent contre les systèmes productivistes, de domination et de contrôle social, contre la machine infernale qui nous rend esclave de la technologie pour aller toujours plus vite et plus loin dans la dépossession de nos vies. Nous ne nous sentons pas seulEs à résister. Du Val de Susa en Italie, en passant par la Russie ou le Mexique, des opposantEs se dressent contre les projets néfastes d'aménagement. Plus prêt d'ici au Pays Basque contre une autre ligne de train à grande vitesse ou en Normandie contre les lignes THT (Très haute tension), un peu partout contre la gentrification : la résistance s'organise !!!

Ici, sur la ZAD, nous avons besoin d'être plus nombreusEs sur le terrain pour s'opposer physiquement aux travaux préliminaires, pour donner de la force à ceux qui ont fait le choix de rester et de résister. L'occupation n'est pas une fin en soi, c'est un moyen d'être présentEs sur cette terre en lutte, d'être actifs ensemble contre le projet, de développer des réseaux de solidarité avec les autres habitantEs.

Solidaires, on se sent capables de tout, de combattre la coalition du pouvoir politique et de ses flics et du pouvoir économique avec son fric.

Aujourd'hui, plus d'une trentaine de lieux sont occupés : des maisons, des cabanes construites dans des champs, dans des arbres et des caravanes qui prolifèrent un peu partout. Il reste des maisons vides et Vinci continue à en vider. Deux lieux, Les Planchettes et la Gaité peuvent vous accueillir momentanément le temps de votre arrivée mais pensez à être autonome le plus rapidement possible. Une fois sur place, prenez le temps de discuter avec les gens, de comprendre là où en est la lutte. Ici tout est imaginable, on peut faire tout mais pas n'importe quoi, pas n'importe comment. Pensez que de nombreux projets sont déjà engagés, soyez attentivEs aux sensibilités et vécus de chacunEs.

Venez habiter et lutter avec nous ! Nous sommes ici, nous refusons de perdre.

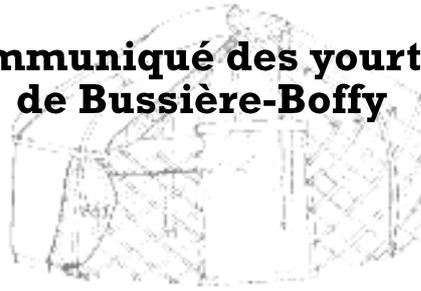
En post-scriptum nous voudrions rappeler qu'il y a d'autres formes de soutien possible :

- il est possible de cibler Vinci là où il est, de mener des actions décentralisées et de nous en tenir informés.

- une manifestation de réoccupation est prévue en réponse aux probables expulsions à venir : tenez-vous prêtEs à nous rejoindre !

Restez informés : <https://ad.nadir.org>,
<http://nddlagirdesobeir.noblogs.org> et
<http://acipa.free.fr> Contact : zad@riseup.net
lettre de diffusion sur le site ZAD.

Communiqué des yourtes de Bussière-Boffy



Pour le droit aux alternatives et à l'habitat choisi.

Pour le droit à la différence et à l'autodétermination.

Pour les droits humains et de la famille.

APPEL à soutien massif, mobilisation et manifestation face à la politique d'exclusion menée à Bussière-Boffy

Après cinq longues années de résistance à la politique d'exclusion menée par la municipalité de Bussière-Boffy en Haute-Vienne (87), les familles des trois yourtes, pourtant régularisées le 5 mai 2009 par les services de l'État, sont convoquées le 13 novembre 2012 à 8 h 30, au Tribunal correctionnel de Limoges. Elles risquent l'expulsion de leurs lieux de vie, où leurs enfants ont grandi, pour usage du sol en infraction avec le code de l'urbanisme.

Les six adultes et cinq enfants, habitants des yourtes, le comité de soutien des yourtes de Bussière-Boffy sollicitent toute votre attention et votre soutien, en participant aux 3 actions suivantes :

1- MANIFESTATION LE SAMEDI 3 NOVEMBRE 2012 à Limoges : rendez-vous à 13 h au jardin d'Orsay, derrière le Tribunal, départ de la marche vers la préfecture à 14 h.

Venez nombreux, amenez votre vie, votre musique, vos spectacles, vos idées, vos rêves, mais ramenez-vous !

Projection du film de Suzanne Chupin, *Les Yourtes de la discorde* en fin d'après-midi. Possibilité d'hébergement à B.B. pour ceux qui viennent de loin.

2- Envoi de deux LETTRES DE SOUTIEN (à télécharger), une adressée à Monsieur le Président de la République et l'autre au comité de soutien (pour comptabiliser les envois), et une pétition en ligne, sur le blog <http://yourtesBussiere-boffy.info>

3- RASSEMBLEMENT DEVANT LE TRIBUNAL pendant l'audience, le 13 novembre à 8 h 30 (TGI de Limoges, 17, place d'Aine).

Contact : yourtesbussiere@yahoo.fr

On est vivant à Bugarach !! Quid du 21 décembre 2012 ?

LORS D'UNE PROMENADE dans les Pyrénées-Orientales (dites P.O. si vous voulez faire branchés...), me revenait à l'esprit un article lu dans *Siné-hebdo* sur la fin du monde annoncée le 21 décembre 2012 à Bugarach. J'étais dans les Gorges de Galamus, il n'y avait qu'un pas à franchir !

Bugarach est une petite bourgade de 200 habitants, sise au pied du Pic ou Pech du même nom culminant à 1 230 m. Le village n'a rien d'extraordinaire, près de la moitié des maisons sont désertées, les trois-quarts sont en vente. Non, je ne suis pas en train de vous exposer un problème de maths, ça aurait pu car, vu l'intense activité du lieu, on a du temps pour réfléchir, méditer !

Je croise deux habitants type « chasseur » sur un quad qui me fusillent du regard. Ambiance plombée...

J'étais seulement à la recherche d'un bistroquet, 25° à l'ombre, un peu de marche, ça donne soif.

J'arrive devant un relais, seule échoppe accueillante du village. Son tenancier n'est

pas avare de renseignements sur le site. Nous échangeons sur la tranquillité du lieu, la beauté des paysages et à ce moment-là de la conversation, normalement (terme à la mode se prêtant plutôt bien au propos) on m'invite à prendre des photos, de préférence sur mode « rafale » pour, peut-être, avoir la chance de découvrir sur une des photos du Pic une soucoupe volante. J'apprends que « des soucoupes volantes entrent et sortent de la montagne tous les jours ». Normal quoi ! Mais pas seulement ici : près de l'ermitage des Gorges de Galamus, à seulement quelques kilomètres, le même phénomène a été observé.

Je reçois des explications diverses et variées concernant un champ magnétique exceptionnel – de jeunes touristes allemandes venues en excursion la semaine précédente s'étaient senties bouleversées par des énergies intenses. Il paraît que des géologues viennent régulièrement mesurer ce champ. Les légendes vont bon train dans cette contrée comme vous pouvez le constater.

Je découvre le magazine *Top Secret* (pour tout savoir sur les mystères de l'étrange).

À part ça, comme on dit là-bas, le coin est plutôt tranquille, en sirotant un fameux sirop de jeunes pousses de sapin, le temps s'arrête facilement ! Un petit festival de musique a lieu en octobre à Bugarach, les autochtones n'ont pas perdu le goût de vivre et de faire la fête.

Selon le calendrier Maya, le 21 décembre 2012 serait la fin d'un monde mais pas la fin du monde ! Après Nostradamus, Paco Rabanne, les Mayas et tant d'autres... quel irrésistible besoin de fin du monde ?

SYLVIE



Être ou ne pas être dans son assiette, interrogations alimentaires

Moi qui bouffe du curé à tous les repas, depuis quelque temps je suis perturbé par une tendance lourde qui s'installe, en particulier dans les milieux libertaires. Je veux parler du « véganisme », mode d'alimentation végétalien qui s'appuie idéologiquement sur l'antispécisme condamnant la discrimination entre espèce humaine et espèce animale, et prônant un « mouvement de libération animale ». Quand je dis que je suis perturbé, cela signifie que ce mouvement provoque chez moi plusieurs interrogations et que j'ai du mal à y voir clair. Il serait tentant de rétorquer que si je n'ai pas les idées claires, ce n'est pas la peine de gâcher du papier pour écrire un article, mais en faisant état de mes interrogations j'espère susciter des réactions qui pourraient m'éclairer.

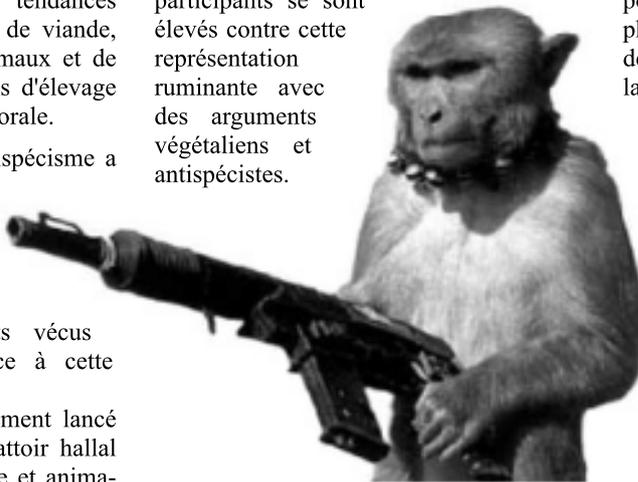
COMMENÇONS PAR UNE DÉFINITION (tirée de Wikipédia) : « Le spécisme (ou espécisme) est défini comme une forme de discrimination concernant l'espèce, mise en parallèle avec toutes les formes de domination d'un groupe sur un autre comme le racisme (discrimination concernant la race) ou le sexisme (discrimination concernant le sexe) ». L'antispécisme est la base idéologique d'une pratique : le véganisme, anglicisme qui qualifie des végétaliens aux tendances libertaires. La consommation de viande, qui implique de tuer des animaux et de les soumettre à des conditions d'élevage irrespectueuses, est jugée immorale.

Depuis les années 90, l'antispécisme a alimenté des débats dans les milieux libertaires. Pour moi, cela restait théorique et avait le statut d'un questionnement philosophique, mais très récemment trois événements vécus m'ont mis concrètement face à cette question.

Le premier a été le mouvement lancé contre l'implantation d'un abattoir hallal à Guéret, où racisme, laïcisme et animalisme se donnaient la main (voir *Creuse-Citron* n° 32).

Le deuxième s'est déroulé en août à St-Imier en Suisse, lors des Rencontres internationales de l'anarchisme. Pour nourrir les 3000 participants, 3 cantines autogérées proposaient à prix libre une nourriture végétalienne (fort bonne) et tout allait bien jusqu'à ce qu'un commerçant, lié aux organisateurs locaux des rencontres, propose à prix fixe (et cher !) des saucisses grillées ; un groupe de végétariens a alors organisé une manif (non-violente !) et arrosé le barbecue pour empêcher la cuisson de la bidoche.

Le troisième a eu lieu il y a quelques jours, lors d'une réunion de préparation de l'ouverture du « Fabuleux destin, café spectacle », projet dans lequel *Creuse-Citron* est impliqué (voir *Creuse-Citron* n° 33). Les éditions « Sans sucre ajouté » avaient proposé, comme visuel complétant le nom du lieu, une vache volante et hilare, dessinée par François Bouq, lors d'une soirée où il improvisait des dessins pendant une lecture de contes. Certains participants se sont élevés contre cette représentation ruminante avec des arguments végétaliens et antispécistes.



Face au mur de l'alimentation

Ne plus avoir le droit de dessiner une vache ni de manger de la saucisse, de tels oukases rappellent étrangement les interdits qui sont fondamentaux dans toutes les pratiques religieuses. Voici ma première interrogation : ne se trouve-t-on pas face à l'éclosion d'une nouvelle religion, qui, paradoxalement, ferait son lit sur le terreau des idées libertaires ?

À première vue, l'antispécisme lutte contre l'idéologie judéo-chrétienne puisqu'il refuse l'idée d'une « nature hu-

maine » différente du reste des autres être naturels, idée liée à Dieu et à la transcendance. L'anarchisme refuse tout dualisme et toute transcendance et pour lui aussi l'être humain n'est pas supérieur aux autres. Mais l'antispécisme remplace cette religion par une autre : *l'homo sapiens*, un animal parmi d'autres, s'auto-proclame porte-parole de tous les autres animaux (et pour cause) dans leur combat pour la liberté ! On nage en plein anthropocentrisme assorti d'anthropomorphisme : qu'est-ce qu'un animal « sait » de la liberté, de l'égalité ? La Nature est la nouvelle déesse transcendante qui nous impose sa morale!

Et puis, s'interdire de manger des produits ou sous-produits animaux permet implicitement de satisfaire aux interdits alimentaires des différentes religions et donc d'éviter de se poser le problème en particulier lors de repas collectifs.

Dans cette logique autruchienne d'éviter de se poser des questions, il est quand même surprenant que, sur la centaine de débats organisés lors des rencontres de St-Imier, aucun n'ait été consacré au retour du religieux, au problème que pose cette vague d'intégrisme impulsée par toutes les religions sur tous les continents !

La négation de l'existence de dieu ne ferait-elle plus partie des fondements idéologiques de l'anarchie ? Et la lutte contre toutes les superstitions ne serait-elle plus d'actualité ? Mais peut-être le « véganisme » est-il en train de s'imposer comme une religion libertaire. Voilà qui m'emplit de perplexité.

Anciens et modernes

Plusieurs copains me disent qu'il s'agit là d'un épiphénomène, que d'autres questions plus importantes doivent nous occuper. Oui, mais ceux qui me répondent ça sont plutôt de ma génération (perdue, puisque soixante-huitarde), et je crois aussi déceler dans ce débat comme un conflit de génération.

Le mouvement libertaire est constitué par une grande diversité de points de vue et de formes de lutte, parfois contradictoires mais qui coexistent, individualisme, communisme-libertaire, anarcho-syndicalisme, sans que l'un prétende devenir hégémonique.

Dans les années 1900-1910, se retrouvaient sous le même toit, partageant militantisme et vie quotidienne, des individus aussi différents que des Lorulut, végétariens, naturistes, non-violents, anti-alcoliques et des Jules Bonnot ou Raymond-la-science dont les choix étaient fort différents, et quand les uns ou les autres faisaient un détour par la case prison, c'est tous qui se mobilisaient pour les en faire sortir².

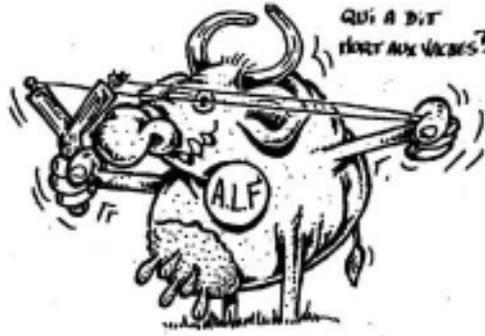
Or l'antispécisme a tendance à se transformer en idée fixe et sectaire. Grosso modo (et je l'ai entendu tel quel !) « tous les végans sont des anars, tous les viandards sont des fachos capitalistes ».

Je m'interroge donc : la coexistence de différents courants de pensée dans l'anarchie n'est-elle plus possible alors même qu'elle semble nécessaire ?

Anar des villes, anar des champs

Si la critique antispéciste des pratiques de l'élevage industriel est bien formulée, elle rejoint celle que nous partageons avec tous ceux qui sont conscients que, pour continuer à survivre sur cette terre, il faut éviter de l'épuiser et pratiquer la décroissance.

Mais remettre en cause le capitalisme, c'est aussi chercher des alternatives au mode de production qu'il nous impose. Cela passe par une critique des pratiques industrielles et de la techno-science qui les impulse. Quand 80% de la population habite en ville, qu'il faut produire l'alimentation nécessaire (même si elle n'était que végétalienne) et que l'on veut réduire l'impact environnemental de l'agriculture industrielle, il peut être intelligent, dans



beaucoup de cas, et en particulier pour le maraîchage, d'avoir recours à la traction animale pour supprimer des tracteurs.

Mais non, cela n'est pas possible : nous n'avons pas le droit d'utiliser des animaux car cela s'appelle de l'esclavage ! Où est la solution ?

Eh bien justement, dans un credo scientifique qui laisse imaginer que des tracteurs solaires ou éoliens vont régler le problème (ça aussi, je l'ai entendu !).

Je subodore ici un clivage ville / campagne qui peut aussi se décliner en abstrait / concret, voire intellectuels / bouseux. En effet, le véganisme est une culture urbaine qui s'est développée d'abord aux États-Unis et en Angleterre, particulièrement dans le mouvement des squats.

La population occidentale est majoritairement urbaine, elle voit la campagne à travers le prisme de la nostalgie (tout le monde a finalement des ancêtres ruraux) et du tourisme, elle ignore comment poussent les plantes ou vivent les animaux : il est normal de manger des tomates en hiver ou de planter des oliviers à Paris. Cet éloignement progressif du monde végétal et du monde animal facilite l'éclosion d'une pensée désincarnée et anthropomorphe mêlant implicitement idéologie chrétienne et utilitarisme anglo-saxon¹.

Enfin, il est amusant de retrouver ici une variante de l'opposition « chasseurs-cueilleurs » / « cultivateurs », alors que c'est avec le développement de l'agriculture que se sont créées la propriété privée, la spécialisation des tâches et donc la perte de l'autonomie de l'individu.

Voilà quelles sont mes interrogations, et, pour en finir, je voudrais faire une dernière remarque : si toutes les espèces

animales ont les mêmes droits, il faut que les loups, les fouines et les belettes deviennent végétariens, car ce qui est valable pour l'espèce humaine doit l'être pour les autres. Ou alors il y a des espèces animales qui ont le droit d'en bouffer d'autres, et alors là, c'est pas ben correct. « Un renard aurait le droit de se taper une poule alors que nous n'aurions pas le droit de nous griller un poulet ! »³.

PATRICK FAURE

1. Sur les aspects philosophique du problème lire « Anarchisme et antispécisme » de Daniel Colson, paru dans *La Gryffe*, 1998 et accessible sur internet (<http://oclibertaire.free.fr>)

2. Voir *Les En-dehors. Anarchistes individualistes et illégalistes à la « Belle Époque »* d'Anne Steiner, L'Echappée, Paris, 2008, 254 p.

3. Remarque inspirée du texte « Être végan, une mode pour temps de crise », *Courant Alternatif*, octobre 2010.

Quelques références bibliographiques complémentaires :

« Du retour du religieux dans les écologies », Jean Transenne, *Courant alternatif*, hors-série spécial Ecologie, hiver 2010.

Les Cahiers antispécistes, « revue de réflexion et d'action pour l'égalité animale », animés par Yves Bonnardel et David Olivier. Paraît depuis 1991. Textes disponibles sur le site Web : cahiersantispécistes.org.

Éthique animale, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, préface de Peter Singer, Puf, Paris, 2008.

La Libération animale, Peter Singer, Paris, Payot, 2012.

On trouve pas mal de développements antispécistes sur le site anarcho-individualiste *L'En dehors* (<http://endehors.net/>).

Le jour où Ève a croqué la pomme, ce n'est pas le pêché qui est né, mais une vertu splendide : la désobéissance

Promesses atomiques

La propagande scientifique et technique possède une constante : la promesse ; le cadeau est toujours beaucoup plus petit que l'emballage et il est parfois empoisonné. Les questions du nucléaire et de l'industrie de l'uranium n'échappent pas à cette règle, avec une dimension supplémentaire : le temps. L'adage « chiraquien » des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient est dépassé, ici les promesses ne s'adressent même plus à la génération à laquelle elles sont faites.
Illustration.

COMME INDIQUÉ dans une précédente chronique, « à la genèse des choses, les tensions et les résistances sont apparentes, les choses sont dites »¹. Aussi, je ne résiste pas au plaisir de vous livrer quelques citations de presse, aimablement reproduites dans un ouvrage hagiographique.

Pour se situer dans l'époque, il faut garder en mémoire qu'en 1945 (année de création du Commissariat à l'énergie atomique), la promesse officielle est celle de l'énergie abondante et (presque) gratuite. Or, à cette époque, la fission nucléaire – découverte en 1939 par Frédéric Joliot – ne permet de fabriquer que des bombes atomiques ; la technique des centrales nucléaires de production d'électricité ne naîtra que plus tard... Et cette bombe, qui en veut (à part De Gaulle) ?

Voici ce qu'en dit un journal « bien pensant² », qui interroge monsieur X³, cordonnier à Ambazac :

« Il est bien embêté M. [X]. Il voudrait bien être ailleurs. Et puis, il a une bonne idée : Si c'est pour faire du bien, sûrement que nous sommes tous d'accord là-dessus. Comme nous nous disons que l'emploi de la bombe ne sera sûrement pas fait ici, hein ?... »

Le même journal interroge le maire et conseiller général communiste d'Ambazac, qui fait signer l'Appel de Stockholm⁴ : « Le maire semble comprendre parfaitement que sa situation risque de devenir cornélienne du jour au lendemain. »

Du point de vue économique, que ce soit au niveau local ou au niveau national, la promesse est également difficile à tenir.



Localement, il ne faudrait pas que les « colonisés » limousins de l'atome se mettent à croire au Père Noël ; ainsi, à Saint-Sylvestre, « les habitants trouvent le sort injuste. La mine est située sur le territoire de Saint-Sylvestre, le courrier des prospecteurs est distribué par le facteur de Saint-Sylvestre, Miss Uranium est née à Saint-Sylvestre et en dépit de tout cela, il n'y a pas un client de plus au bureau de tabac du village⁵ ».

Rétrospectivement, quand on connaît les effets synergiques du radon et du tabac sur l'apparition des cancers du poumon, les habitants de Saint-Sylvestre l'ont échappé belle ; à moins que ce ne soient les prospecteurs !

Le journaliste se tourne alors vers le directeur des mines : « Au début, les habitants ont cru que leur fortune était faite ; ils nous ont pris pour des prospecteurs de l'or ; en quinze jours, le prix des chambres était monté à cent dix francs par jour [...] Nous y avons mis de l'ordre : le prix moyen tourne autour de soixante et soixante-dix francs. »

Y mettre de l'ordre, voilà ce qu'il faut pour l'industrie nucléaire ! En macro-économie, la promesse – bien que plus récente (1980) – est aussi ridicule :

« On peut indiquer que la division produit plus d'énergie que les bassins du Nord-Pas-de-Calais, que la Lorraine, presque autant que ces deux importants bassins réunis. Avec l'avènement des surgénérateurs – Super-Phénix en 1983 –, le potentiel limousin représentera l'équivalent énergétique de l'Arabie Saoudite⁶ ».

Que reste-t-il aujourd'hui de ces promesses ? De l'énergie abondante et bon marché ? La ruine de l'Arabie Saoudite au profit du Limousin ? L'Appel de Stockholm ? Miss Uranium ? Le bureau de tabac de Saint-Sylvestre ? Super-Phénix ? Non, rien de tout cela, à part des millions de tonnes de déchets et des rivières polluées. Ah oui, j'oubliais la bombe atomique et il se murmure même que, depuis mai 2012, « on a passé l'arme à gauche ».

DOMINIQUE

1. Creuse-Citron, n° 32.

2. Le Figaro du 13 juillet 1950.

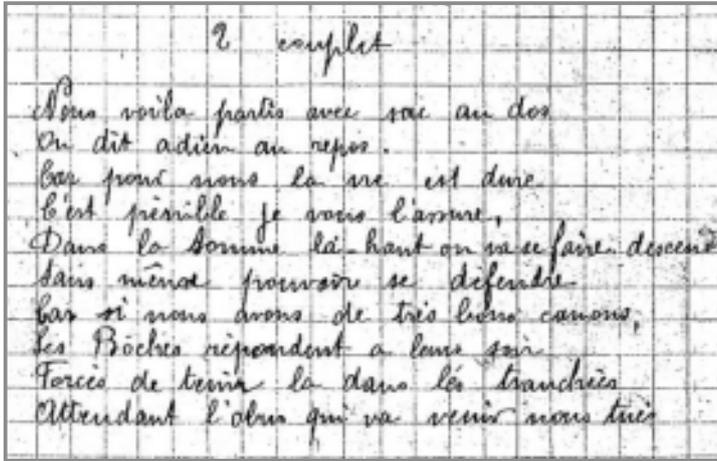
3. J'ai volontairement occulté le nom, l'opprobre rétrospectif n'apportant pas grand chose...

4. Appel du 19 mars 1950 pour l'interdiction absolue de l'arme atomique ; le premier signataire de l'appel est Frédéric Joliot, communiste et « père scientifique » de la bombe atomique.

5. Le Figaro du 13 juillet 1950 (même article).

6. Cogemagazine (journal de la COGEMA), janvier 1980.

« Les Misères de la Somme »



Nous connaissons plusieurs versions de la Chanson de Craonne, chanson anonyme, qui a circulé durant toute la guerre de 14-18. Elle apparaît sous le nom « La Chanson de Lorette, complainte de la passivité triste des combattants », évoquant la bataille de Notre-Dame de Lorette à Ablain-Saint-Nazaire se déroulant entre septembre 1914 et septembre 1915. Ensuite, la chanson est transformée pour évoquer le plateau de Champagne au cours de l'automne 1915. En 1916, elle devient une chanson sur Verdun, puis en 1917 la Chanson de Craonne, qui sera associée aux mutineries de 1917.

La chanson de Craonne a été interdite en France jusqu'en 1974, date à laquelle Valéry Giscard d'Estaing en a autorisé la diffusion sur les ondes.

Parmi une collection de chansons manuscrites, René Bourdet en a déniché une autre version, consignée dans le cahier de chansons d'un soldat de la guerre de 14. Cette chanson, intitulée « Les Misères de la Somme », a quatre couplets, au lieu de trois, et évoque les batailles de la Somme.

En voici le texte, ainsi que la reproduction du couplet supplémentaire en illustration.

Quand au bout de huit jours
De repos terminé, on va reprendre les tranchées,
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile
Oui mais, maintenant on en a assez
Personne ne veut plus marcher
Et le cœur bien gros, et dans un sanglot
On dit adieu au repos.
Même sans tambours
Même sans trompettes
On s'en va hélas en baissant la tête

*Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les fêtes
C'est pas fini, c'est pour toujours,
De cette infâme guerre,
C'est dans la Somme sur le plateau,
Qu'on laissera sa peau.
Nous sommes tous des condamnés
Nous sommes tous des sacrifiés*

Nous voilà partis avec sac au dos
On dit adieu au repos.
Car pour nous la vie est dure
C'est pénible, je vous l'assure,
Dans la Somme là-haut on va se faire descendre
Sans même pouvoir se défendre
Car si nous avons de très bons canons,
Les Boches répondent à leur son.
Forcés de tenir là dans les tranchées
Attendant l'obus qui va venir nous tuer.

- Refrain -

Huit jours de tranchées,
Huit jours de souffrances
Cependant on a l'espérance
Que ce soir viendra l'arelève,
Que nous attendons sans trêve.
Soudain dans la nuit et dans le silence
On voit quelqu'un qui s'avance
C'est un officier de chasseurs à pieds
Qui vient pour nous remplacer,
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe
Les petits chasseurs viennent chercher leur tombe.

- Refrain -

C'est malheureux de voir sur les grands
boulevards
Un tas de gens qui font la foire
Si pour eux la vie est rose
Pour nous c'est pas la même chose,
Au lieu de se cacher
Tous ces embusqués
Feraient mieux de monter aux tranchées
Pour sauver leurs biens, nous qui n'avons rien
Nous autres pauvres putois
Tous nos compagnons sont étendus là
Pour sauver le pognon de tous ces gros là.

*Adieu la vie, Adieu l'amour,
Adieu toutes les fêtes
Ça va finir, il en est temps
De cette infâme guerre.
À votre tour messieurs les gros
De monter sur le plateau
Si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau*



Une bonne guerre sinon rien !

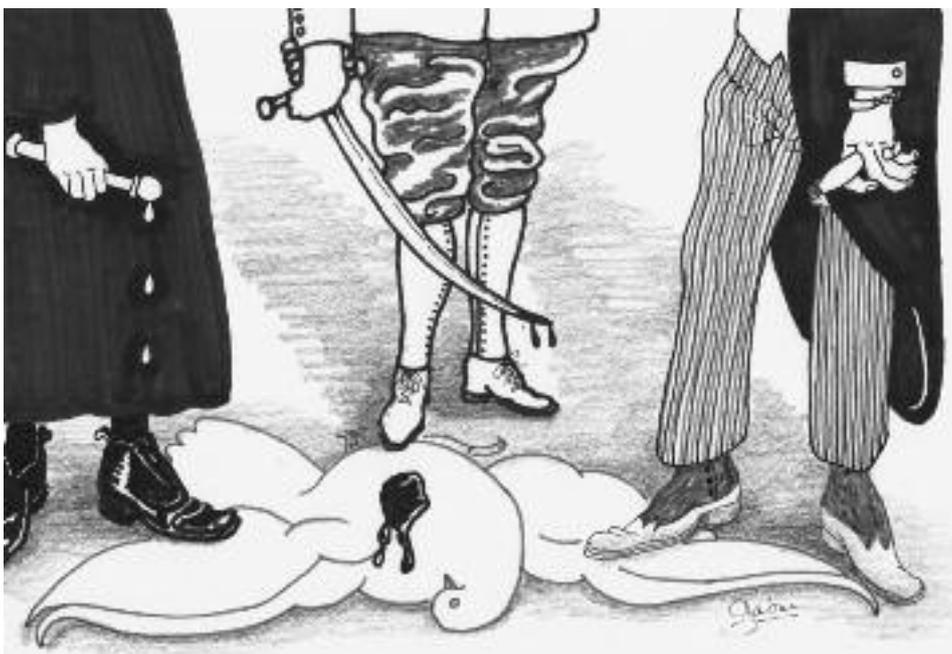
Suffit! Oui, il suffit les délocalisations! Gaspillages! Gourmandises, bouffeuses de CO2, éhontées. Pertes des repaires patriotiques. Où sont nos héros théoriques! a pu! misère de misère de l'homme sans nom. Bordille! Avec Brassens je revendique, y a que celle de 14/18! Provocation? Non, raison gardée, écologie revendiquée, ni plus ni moins. Là! c'est dit! déclaré!

NOTRE VITICULTURE SOUFFRE. Les tabatiers se grattent l'occiput. Toutes religions confondues, sans foi ni loi, sont dans la peine, tous! alors qu'ils s'aimeraient dans la plaine. Avec un peu de bonne volonté finis la crise et le non-emploi. Tout nous sourirait de nouveau. Si! Les passoirs en aluminium se morfondent chez les collectionneurs ou dans les vide-greniers rempailleurs d'escarcelles félonnes; alors que, transformées en casque, elles couvriraient fièrement le chef de nos jeunes soldats avides d'en découdre. Ah, voilà que je rêve d'écologie guerrière et valeureuse? Arrêtons-nous un instant sur la réalité actuelle. En calculant le prix, à la pièce ou au poids, du coût dispendieux que représente un héros d'aujourd'hui; il y a, le rapatriement par avion spécial d'un mort pour la patrie. Les Invalides avec sa cohorte de crapules politicardes endimanchées. Une palanquée de porteurs de goupillons et de sabres. Le nombre de drapeaux de fête et les coussins brodés pour les médailles de la

légion d'horreur qui, même en pacotille, coûtent un bras, oui même pour celui qui n'en a plus, de bras. Va savoir dans le cercueil? Pi tous ces pigistes télévisuels avec journaliste au garde-à-toi, ça coûte aussi. Tout cela comparé à une bonne grosse guerre à l'ancienne. Gaz moutarde à l'ancienne. Obus à l'ancienne. Capotes bleu horizon en laine des Pyrénées, fibres longues à l'ancienne. Godillots de fabrication française avec bandes molletières à l'ancienne. Que dire du retour des fabriques d'aiguilles à tricoter à l'ancienne, pour que nos grands-mères tricotent des cache-nez qui grattent à l'ancienne, pour le valeureux, là-bas, dans sa tranchée boueuse. Les éditeurs de cartes postales bellicieuses et colorées à la main à l'ancienne refont surface pour le plus grand bonheur des collectionneurs. Pi j't'en fous mon billet que les marchands d'armes rapatrient leurs usines d'Inde où d'ailleurs, tout de go; itou les fabricants de bagnoles, nous faut des taxis de la Marne ou d'ailleurs, mais à l'ancienne.

Allez hop! Pôle emploi? Au trimard les contrôleurs pointilleux, soupçonneux. Les femmes de nouveau libres et actives à lustrer des fûts d'obus de canon à l'ancienne; par ici les chaudrons lustrés accrochés au mur pour faire joli. Les bassinoires à confiture sans colorants, moulée à la louche comme autrefois; les chandeliers à l'ancienne, récupérés, fondus, ah didiou! Voilà de la guerre écologique, enfin! Marché équitable pour tous, oui tous dans la boue de proximité. Ami bidasse remplit mon casque de ce jaja qui réchauffe en se grillant une bonne roulée de gris français qui racle la gorge, du grrros, du grrris qu'on prrend dans ses doigts et qu'on rroule, c'est bon, c'est âcrrre et ça vous saouïe, voici revenu le temps des chansons à l'ancienne. Les religions, toutes confondues, sont de la fête pour faire face à l'ennemi commun. Comme un seul homme; la mano dans la mano. Aujourd'hui, plus de gaspillage inutile. Les marchands de croquettes sont de la fête pour récupérer les membres et

les boyaux qui traînent partout, n'importe où. T'as vu le prix du sang de bœuf séché pour le jardin bio? Là tout est recyclé sur place. Les morts? Enterrés sur place; un cimetière pour tous. Les médailles? Une par général et non plus une par soldat mort. À dix médailles hop! Maréchal. Il en faut un petit stock de ceux-là, ça plaît. Puis faut s'assurer d'en avoir au moins un qui fasse don de sa personne à la patrie pour le suivant conflit. Sur le plan écologique, il est bon de constater que, même si les labours sont un peu trop profonds du fait des grenades, obus et autres moyens utilisés, on peut le regretter, mais on fait ce qu'on peut, en revanche, plus de désherbant pendant des décennies. Plus de rats taupes. Plus de taupes qui esquintent les gazons. Finie, la courtilière. Y a tout à y gagner écologiquement parlant. Et, le plein-emploi si cher à nos députés enfin réalisé. Après y a tout à reconstruire avec





l'aide de notre bâtisseur-télévisé number one pas de souci. Retour de ces pots-de-vin et de ces magouilles qui font taire tant de querelles à la Chambre. Partis verts-écolo au lieu de vous chamailler comme chiffonniers, rejoignez un grand mouvement de bon sens patriote. Une bonne et saine occupation sur tout le territoire, c'est réquisition des automobiles, bouclage des territoires, black out le soir à 20 heures (économie de l'électricité), rationnement de l'essence réservée aux armées et au ministère de l'Écologie. Ralentissement de l'activité économique créatrice de CO2 et de gaspillage consumériste. Les denrées de luxe seront réservées à l'élite,; oui, vous en êtes. Plus de convivialité entre les individus redevenus des piétons heureux et de ce fait moins de malades; allez hop, finis les médocs. Sérieusement qui aurait le mauvais goût d'être malade en pleine pénurie alimentaire? Au diable les maladies de nantis, cholestérol, diabète, surpoids et autres balivernes d'assistés; les hommes mourant au front, jeunes et sains, plus de prostatiques. Plus de papier destiné à imprimer des journaux contestataires bouffeurs de forêt, ni de pub dans les boîtes à lettres puisque plus de produits à vendre. Sentinelles et barbelés et milices feront taire les actes d'incivilité tels que vol à l'arraché ou à la roulotte, enfin un pays sécurisé. Les réfractaires à la loi? Il y a suffisamment de stades pour les parquer ou alors rouvrir les mines de charbon, foin des centrales et des éoliennes, que dire des gaz de shit? De pschitt? De gypse? De chiite? J'sais pu! Bref, tu l'as compris futur ministrable, député-président-maire écologiste, il en va de ton intérêt. Du nôtre? Ça, on verra après,

que sommes-nous par rapport à ta béatitude? Il nous faut revenir à des guerres biologiques estampillées Écocert et de proximité. Nous avons tous à y gagner. Oui, toi surtout.

Moi j'aurais bien une idée, qui vaut ce qu'elle vaut mais, avant qu'elle n'y pense la première, l'Allemagne, est assez joueuse et taquine avec nous autres? Alors n'attendons plus! Je trouve leur chancelière un peu condescendante, non? Je trouve que les touristes allemands ont tendance à se conduire comme en terrain conquis? Non? Et puis en fin stratège que nous sommes, si on se la jouait malins? J'explique, l'été prochain: la majorité d'entre eux seront en France, si on faisait le coup genre «Tiens avec le changement climatique, raz le bol des plages surchauffées, si nous allions nombreux visiter de riantes contrées comme le Bade-Wurtemberg, la Westphalie, le Mecklembourg-Poméranie-Antérieure et autre Sarre». Une fois là-bas, on déclare la guerre, eux sont dépourvus. Nous, on est déjà envahis. On a gagné! Une fois gagné, on rentre chez nous, on les fait prisonniers, ils sont déjà sur nos plages. Comme il paraît, d'après nos gouvernants et leurs affidés journaliers, qu'ils sont plus vaillants que nous, on les colle au boulot chez nous, et merde! Z'avez pas qu'à commencer. Et on gagne un max de fric en se roulant les pouces. Bien il me faut juste trouver les mots pour diaboliser ces gens qui, déjà, ne causent même pas français. Une seule haine contre l'ennemi d'un seul peuple; mais surtout revenons à la guerre, la seule vraie, faites par des hommes et pour des hommes et nous renouvelons notre stock d'anciens combattants qui commence sérieusement à être mangé aux mites.

Il y aurait bien quelques fanatiques qui préféreraient de beaucoup une guerre de religion, mais là je mets en garde on sait quand ça commence, jamais quand ça finit.

Blague à part, il y a (pas trop dans la Creuse) des montées sectaires intégristes flagrantes. Ainsi j'habite une belle ville qui est un haut lieu, comme d'autres le sont pour l'andouille, un haut lieu de halte et de prière sur les chemins de machin Jacques de Compostel. L'on peut y voir, tous les jours, des cohortes de marcheurs formatés, genre entre le SA et le chef scout années soixante, style le Vieux Campeur. La ville voue tout à cette connerie pour le plus grand bonheur des commerçants et des chambres d'hôtes luxueuses. Partout des fontaines d'eau potable superbes destinées à ces pèlerins sur les chemins de machin Jacques de Compostel. Des chiottes aussi, partout. Dans un restaurant, il y a affiché le menu spécial pèlerin, qui n'est autre qu'un menu à la con normal, mais? Le plus beau, il y a une congrégation intégriste accueillant des pèlerins intégristes avec curé en robe à l'ancienne proche de machin Pi X. J'explique un peu, cette secte est en dissidence de la secte romaine parce que eux veulent conserver les coutumes anciennes, messe en latin, robe noire corbeau, pas de cette tenue dite bourgeoise ou civile qu'arborent les curés moderne-staïle. Bref, ne pouvant officier dans la cathédrale, ils ont fait une cérémonie sur le parvis, retransmise par haut-parleurs municipaux dans le centre-ville (voir dessin ci-contre où j'ai choisi Pi VII, bien plus drôle). Je suis resté comme deux ronds de flanc jusqu'à ce qu'une personne, comme moi interloquée, m'explique que ce phénomène se produit dans nombre de villes encombrées de la même idéologie et estampillées chemin de machin Jacques de Codepostal. Il y en a beaucoup dans ce département. Alors quand on évoque les prières de rue pour certains, dans un pays de moins en moins laïc, faudrait voir à balayer devant son porche, parce que le porche rit (vous pensiez que je n'oserais pas. Avouez? Eh bien si!). Aujourd'hui, tu ne te balades plus, tu pèlerines sur un chemin dédié à machin Jacques de Con-pastel. Non, je vous assure, choisissons français et de proximité pour une bonne guerre à l'ancienne, mais pas civile et de religion.

GABAR.

Compétences et volontariat

L'utilisation du « livret de compétences », comme outil d'évaluation à l'école, soulève de lourdes questions, comme celle consistant à se demander si l'objectif de la mise en place de ce livret est de former des élèves préparés à devenir des femmes et des hommes libres, ou bien des élèves compétents pour être de futurs travailleurs exploités, dans une société où règne le salariat, et au sein de laquelle toute idée de coopération semble obsolète.

JE VEUX TENTER ici d'éclairer la question, alors que le danger pour l'école semble aujourd'hui immense, tandis que la construction d'un véritable sens du travail pour chacun pose question.

L'« approche par compétences », une bonne idée ?

L'« approche par compétences » n'émane pas, comme on pourrait le croire à tort, de quelques mouvements appartenant au courant de l'Éducation nouvelle.

Elle a été depuis longtemps pensée, voulue, et élaborée par des instances mondiales telles que l'OCDE ou la Banque Mondiale, comme en témoignent de nombreux rapports officiels facilement consultables (cf. par exemple les travaux de Nico Hirtt).

Sans s'en cacher le moins du monde, cette approche invite, dans le cadre des politiques européenne d'abord, et nationales ensuite, à transformer l'école autour de cette question, afin de préparer une main d'œuvre plus flexible et plus corvéable, au service de l'actuel processus de globalisation néolibérale, qui, bien que commençant à agoniser, n'en finit plus de nous pourrir la vie.

Peu à peu, ces compétences remplacent les qualifications professionnelles proprement dites et aggravent les processus de sélection déjà en œuvre au sein de l'école. La logique de promotion sociale par l'obten-

tion du diplôme est remplacée par une logique de collectage individuel de compétences visant à une employabilité plus lisible par le patronat.

Ce livret attestera, tout au long de notre existence, de compétences supposées acquises par chacun d'entre nous, et sera bientôt exigé pour correspondre au profil de l'emploi. Inutile de préciser que, les ressources des travailleurs étant globalement de plus en plus mises en concurrence et interchangeables, il s'en suivra une pression économique d'autant plus facile à mettre en œuvre sur la rémunération, le statut, et les conditions de travail des travailleurs salariés. Alors même que la part des emplois peu qualifiés est à nouveau en constante augmentation depuis plus de dix ans...

Nul doute que ce n'est pas là ce que nous voulons réaliser au quotidien, mais nos pratiques enseignantes et/ou militantes, et les valeurs d'équité, d'égalité, et d'épanouissement que nous défendons peuvent s'en rapprocher fortement, d'où une source de confusion.

Le vice n'est pas dans le principe de créer un livret d'évaluation, mais dans la manière dont il est mis en place aujourd'hui.

L'actuel « livret de compétences », qui gangrène aujourd'hui toute l'école, renseigne sur Internet (à l'intention de qui ? pourquoi ? jusqu'où ? jusqu'à quand ?) d'innombrables compétences susceptibles de modifier en profondeur les contenus et les méthodes d'enseignement, et permet de trier les élèves en fonction de compétences parfois arbitraires, et qui s'avèrent pourtant décisives quant aux possibilités offertes à chacun d'entre eux pour son projet d'orientation. Aucune remédiation, ou presque, n'est envisagée, et les plus faibles, sur le plan scolaire, voient un certain nombre de portes se refermer, leurs ambitions s'envoler, et sont contraints de choisir une voie d'orientation par défaut. Le système éducatif les gère, à la marge, et les adapte aux besoins économiques. Ils seront, au mieux, la petite main d'œuvre exploitée de demain.

Outre le fait qu'il est ici question, par voie de conséquence, d'une évidente reproduction sociale, comment s'étonner qu'un fonctionnement si violent, puisque la sélection se fait par l'échec, encourage lui-même à la violence ?

A contrario, certains lycées professionnels construisent et mettent en place un « livret expérimental de compétences » pour chacun de leurs élèves. Ce livret n'existe alors le plus souvent que sous une version papier, dont l'unique destinataire est l'élève lui-même. L'objectif du livret est, le concernant, de mieux se connaître et, en outre, une fois son projet de vie et donc d'orientation construit, de définir et développer les compétences qu'il lui faut travailler et améliorer pour atteindre les objectifs plus généraux qu'il s'est fixés. Soit exactement la démarche inverse...

Autrement dit, le « livret de compétences » n'est pas en soi un problème. C'est la façon dont il est utilisé et, plus globalement, le cadre dans lequel il est mis en place qui, eux, constituent de très sérieux dangers, puisque, de fait, sa finalité en est complètement inversée !

Dans le premier cas, la notion de projet est instrumentalisée à des fins de contrôle et de tri. Dans le second, le repérage des compétences dans un cadre coopératif est une véritable évaluation au service du projet de l'élève.

Salariat ou volontariat ?

On le sait, le capitalisme possède cette capacité redoutable de tout absorber et il risque bien de le faire une nouvelle fois en s'appuyant sur nos bonnes intentions. Est-il suffisant de lutter contre la mise en place de l'actuel « livret de compétences » à l'école ? Certainement pas ! Il faut s'attaquer au cœur de l'idéologie et au cadre dans lequel il est envisagé : une société de la compétition, de l'individualisme et de la marchandisation.

Or, en marge du salariat, d'autres formes de travail existent déjà. Parmi elles, le volontariat, en tant qu'activité volontaire au service de la société, occupe encore une place significative, notamment dans le monde associatif, car il est un engagement relevant des valeurs de l'économie sociale et solidaire.

Il ne peut et ne doit pas être assimilable à une précarisation sociale, ni être présenté comme une volonté de soustraire des personnes au cadre du droit du travail.

Est-ce un hasard si le gouvernement actuel s'attaque aujourd'hui au statut du volontariat en annonçant la fin programmée du Contrat d'engagement éducatif dans le secteur de l'Animation volontaire ?

De nombreuses associations revendiquent aujourd'hui haut et fort qu'un véritable statut du volontariat soit réfléchi et défini.

Il doit être promu et cadré, au travers de dispositifs appropriés aux secteurs auxquels il est destiné.

Mais n'est-ce pas là l'occasion de clamer qu'un autre monde est possible ? Comme le propose le sociologue Bernard Friot, il est urgent de s'emparer de ces questions et de nous donner les moyens de mettre en place cette utopie d'aujourd'hui dont il nous appartient qu'elle devienne une réalité de demain : une société où chaque individu se formerait sans se préoccuper d'abord du marché de l'emploi, mais uniquement de ses désirs et de ses projets, et, une fois sa formation achevée, serait rémunéré, qu'il ait un emploi ou non, et ce tout au long de sa vie.

Une telle hypothèse supposerait que chacun soit ensuite volontaire pour travailler, en donnant le meilleur de lui-même, à rendre service à la collectivité, à la société, et ce indépendamment de cette rémunération

redistributive. Illusoire ? C'est pourtant ce que font aujourd'hui la moitié des quatorze millions de personnes retraitées dans notre pays qui, maintenant qu'elles ne sont plus préoccupées par leurs rentrées d'argent, stables chaque mois, s'investissent dans de multiples secteurs, et le secteur associatif notamment, et déclarent ne jamais avoir autant travaillé...

Alors, tout comme nous cotisons aujourd'hui encore un peu pour, plus tard, profiter de cette solidarité collective en ayant droit à une pension lorsque nous serons à la retraite, inventons une « caisse des travailleurs » qui permettra de financer un tel projet. Et enclenchons dès aujourd'hui concrètement cette révolution qui semble gagner le monde de façon chaotique.

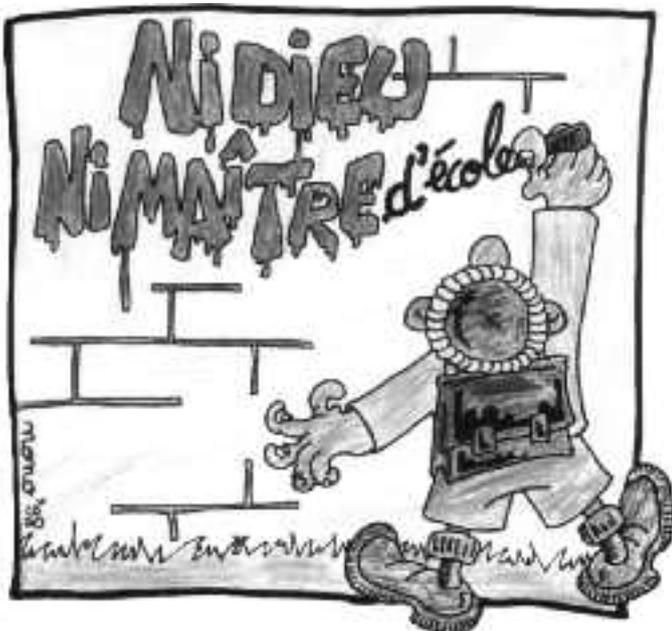
Une société du volontariat, c'est la fin annoncée du capitalisme !



L'enjeu est de taille, mais il faudra peut-être bien en passer par là, pour que le constructivisme pédagogique, pour lequel nous œuvrons, ne s'amalgame pas avec l'« approche par compétences », contre laquelle, en l'état, il nous faut lutter, alors même qu'elle s'impose dans tous les systèmes éducatifs mondiaux.

Luttons pour une société qui n'aura qu'un but : des individus libres.

STÉPHANE L., militant pour une éducation nouvelle et populaire.



**LE SAMEDI
1^{ER} DÉCEMBRE
2012
15 HEURES**

**Auditorium
de la BFM
2, pl. Aimé-
Césaire
Limoges**

CONFÉRENCE-DÉBAT

avec **Hugues Lenoir**,
éducateur anarcho-syndicaliste,
auteur de livres sur l'éducation
libertaire

Entrée libre
Réservations cira.limousin@free.fr

Organisé par le Cira limousin
(Centre international de
recherches sur l'anarchisme), avec
le soutien
du groupe libertaire Le Cri du
Peuple

L'a-morale de l'État

Dernièrement, un de nos ministres (de quel culte?) a proposé de remettre à l'honneur la morale à l'école, morale laïque bien évidemment. Il s'agit de revenir aux fondements de la Démocratie telle que l'envisageait Ferry en instituant l'école gratuite, laïque et obligatoire.

EN BON MISSIONNAIRE LAÏQUE, ce bon Jules se faisait un devoir de civiliser les races inférieures telles que les Cafres, les Auvergnats, les Maures et les Bas-Bretons. Cette entreprise de colonisation extérieure et intérieure n'est plus de mise aujourd'hui, puisqu'on sait que les races n'existent pas, ou du moins, comme le dit la Constitution, qu'elles ne doivent donner lieu à aucune ségrégation, même si les catégories sociales sont encore fortement marquées par les préjugés racistes et coloniaux. Ainsi, l'origine algérienne en France, indienne en Angleterre, turque en Allemagne, cap-verdienne au Portugal prédispose à la pauvreté, aux boulots de merde, aux bavures policières, à la taule et à la résidence dans des barres en béton loin des centres-villes.

L'intérêt des possédants est de disposer d'une main-d'œuvre fragile, divisée et inconsciente. Il est très facile de monter les pauvres, cramponnés comme des noyés à leurs biens ridicules, contre les miséreux. De ce point de vue, le racisme est une manne pour les patrons. Les patrons de gauche le déplorent, les patrons de droite s'en réjouissent, tous s'en engraisent et ne tiennent pas à le voir reculer. Notre président se plie de bonne grâce aux règles de ce jeu colonial, déroule le tapis rouge à Blaise Compaoré après s'être prosterné devant Ali Bongo et avant de faire génuflexion en l'honneur d'Idriss Déby. C'est qu'il faut rassurer les dictateurs auxquels les entreprises françaises doivent leur prospérité en ces temps d'apocalypse financière (Bolloré s'est encore rajouté

30 000 hectares cet été en Sierra Leone à ses propriétés). Le Français moyen se contrefout de ces histoires de corruption et de dictatures sanglantes: c'est loin, ce ne sont que des moricauds et peut-être ne sont-ils pas mûrs pour la démocratie, il n'y a qu'à voir comment on galère avec ceux qu'on a chez nous. Le Français moyen n'a pas encore compris que l'ennemi n'est pas celui qui bouffe dans sa gamelle mais celui dans la gamelle de qui il se trouve, ficelé comme une belle andouille qu'il est.

La chasse aux Roms et aux sans-papiers bat son plein, on ne croyait pas qu'en cette matière il était encore possible de mettre le turbo. Mais si. Au lieu de perdre de l'efficacité en gesticulations xénophobes, la nouvelle équipe au pouvoir fait des miracles en



gardant la bouche sucrée et la tête froide. Le Français moyen râle, car il est râleur, mais trouve réconfortant, dans l'ensemble, qu'on puisse rafler, enfermer, déporter, jeter à la rue et traquer jour et nuit sous des prétextes humanitaires. Le faire parce qu'on obéit aux injonctions moyenâgeuses d'un gros con de facho raciste à l'âme noire, ça fait se sentir mal dans sa peau.

Et la morale dans tout ça? Elle est laïque, regardez à qui je pense, vous ne voyez pas? Vous ne lisez pas *Charlie Hebdo*? Pour un peu, elle serait féministe, mais ça pourrait froisser le Pape ou un de ses Cardinaux, déjà mis dans tous leurs états par le projet de mariage homosexuel. Qu'est-ce qu'elle va enseigner à nos chères têtes blondes, cette morale laïque, et surtout à nos chères têtes brunes?

La morale apprend à distinguer le Bien du Mal. Ce qui fait le bien, ce qui fait le mal. À qui? Question fondamentale. Le respect, l'honneur, le patriotisme, l'obéissance, la gloire, l'ambition, l'humilité, l'autorité, la foi, la probité sont d'épouvantables maux auxquels l'humanité doit les pages les plus sanglantes de son Histoire, tandis qu'elle est redevable à l'insolence, au libertinage, à la révolte, à la subversion, au vagabondage, à la sédition, à la curiosité et au sacrilège de ses plus audacieuses innovations.

Le Mal n'est-il pas ce qui fait taire, opprime, consolide les privilèges et assoit la vertu sur un tapis d'esclaves? Et le Bien? Parions qu'il court comme un lièvre, baise en plein air, chante, sème les barricades, partage le pain, pisse contre les églises, fait péter les prisons, découpe à l'emporte-pièce dans les codes de bonne conduite des papillotes et des confettis, bref fait tout ce que la morale habituelle réprouve.

La morale de l'État ne sera évidemment ni ouverte, ni émancipatrice, ni exempte de cette odeur de charogne qui flotte dans l'air du temps. Elle sera bardée de plus de devoirs que de droits, et rappellera à certains qu'ils ont le devoir de s'abstenir de prier en public, même si, par ailleurs, l'État n'accorde à personne le droit de manger, d'avoir un toit et de se soi-

gner quand telle n'est pas sa condition de bon Français. Elle leur rappellera aussi qu'il faut respecter les femmes plus que ne le font l'État français, le monde du travail et la coutume dans un des pays les plus misogynes d'Europe.

On me rétorquera que la morale peut aussi être une façon de déterminer ce qui, idéalement, devrait être, selon des valeurs préexistantes. Si la morale républicaine se pose en doctrine comme n'importe quelle religion, il n'y a plus qu'à jeter l'éponge et décrocher son flingue. La morale religieuse, puis la morale bourgeoise ont fait le plus grand bien aux riches et enseigné aux pauvres à la fermer et à se faire un honneur de ressembler à des paillasons.

On pourrait pourtant poser les questions fondamentales. Les fonctionnaires zélés ne se sont jamais trouvés dans les rangs des résistants. Comme l'a remarqué Claude Bourdet, qui en fut, les résistants étaient toujours des gens insoumis, en rupture ou en conflit avec leur milieu, de ceux qu'on appelle «fouteurs de merde» et «jamais contents» en temps de paix. Mais en temps de dictature, ceux qui ne foutent pas la merde et se débrouillent pour être satisfaits de ce qu'ils ont, fournissent l'énorme contingent des complices passifs ou des collaborateurs. Certes, ce tempérament rétif donne aussi nombre de pétroleuses, de braqueurs de banques et de saboteurs patentés, ce qui après tout est une autre façon de secouer un ordre social plus favorable à une minorité de gros pleins de soupe qu'à une majorité de ramasse-miettes. La morale désirée par notre ministre doit être de celles qui veillent à ce que les hiérarchies instaurées baignent dans l'huile.

Si j'étais encore instit', je bondirais à pieds joints sur cette opportunité. Me torchant du programme imposé comme d'ailleurs de tous les autres, j'en ferais une matière à réflexion. Quels sont les avantages de l'ordre? Pour qui? Quel ordre? A-t-on besoin de serveurs de l'ordre? À quoi servent-ils? Qu'est-ce que la justice? L'injustice?

Tiens, première leçon, à partir de faits concrets. Des policiers passent en jugement. Il y a sept ans déjà, ils ont pris en chasse sans la

moindre raison quelques adolescents qui jouaient au foot. Trois d'entre eux se sont réfugiés dans un transformateur EDF, deux y sont morts électrocutés, tandis que le troisième s'en est sorti avec de graves brûlures. Les policiers, qui les ont coincés dans ce cul-de-sac mortel et ne sont pas intervenus pour les sauver, bénéficient d'un non-lieu. La cour de Cassation est saisie, qui s'apprête à confirmer le non-lieu. Les parents de ces gosses, âgés de 15 et 17 ans au moment de leur mort, ont lancé une pétition sur change.org: justice pour Zyed et Bouna.

À la suite de la mort de ces deux gosses, survenue après bien d'autres bavures où d'autres jeunes avaient trouvé la mort dans les banlieues françaises, les quartiers s'enflamment, les émeutes se généralisent sur tout le territoire, les autorités décrètent le couvre-feu (la dernière fois où cette mesure avait été prise remontait à la guerre d'Algérie...). Il faudra des mois pour que la colère se calme. Leçon de morale d'aujourd'hui: c'est quoi, une incivilité? Qu'est-ce que la civilité? La politesse? Charger des gamins qui jouent, les éparpiller dans la nature juste pour le plaisir de les courser et de les arrêter pour contrôler leur identité, est-ce poli? Les mettre en danger de mort («s'ils entrent sur le site EDF, je ne donne pas cher de leur peau») et les laisser terrés trois quarts d'heure dans un transformateur sans avertir EDF ni tenter d'intervenir, est-ce courtois? À 18h12 ce soir-là, Zyed et Bouna, n'entendant plus ni chiens ni sirènes de police, s'électrocutent en frôlant le cylindre de réactance du transformateur. Muhittin est gravement brûlé par la chaleur de l'arc électrique. Les lumières de Clichy-sous-Bois, comme celles des couloirs de la mort à chaque exécution, s'éteignent brièvement sous l'effet d'une chute de tension. Après des semaines d'émeutes, des années de silence, d'autres bavures policières, dans un contexte où le racisme se dévoile sans vergogne, l'affaire va être classée. Alléluia! Ça, c'est de la morale concrète! Méditez bien là-dessus, mes chers petits. Demain nous parlerons de la Française.

LAURENCE BIBERFELD

Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

To be **BIO** or not to be **BIO** ?

*Des poulets élevés en batterie, des tomates en toutes saisons, des serres abritant des ouvriers agricoles immigrés... oui, mais **BIO** ! Ce mouvement, lancé pour rejeter la logique productiviste et aider la petite paysannerie, risque-t-il de s'achever sur les têtes de gondole des supermarchés ? Exit écolos et autres soixante-huitards, place aux professionnels qui savent utiliser les mêmes méthodes que l'agriculture industrielle, mais **CERTIFIÉES bio** ?*

Bio-business ou projet de société ?

Quels points communs entre un supermarché proposant des produits bio importés du bout du monde et des paysans bio sur des marchés locaux ou en Amap ? La bio se réduit-elle à des aliments sans pesticides, pour consommateurs occidentaux soucieux de leur santé ?

La demande stimule dans les pays du Sud une agriculture bio d'exportation, pratiquant monoculture, concurrence, spoliation des terres et exploitation de la main-d'œuvre. Les systèmes de certification (voir « Quand la bio se fait label », *Creuse Citron*, n° 4) sont un outil permettant au système capitaliste de se placer sur le marché bio, tels ces élevages intensifs au Brésil d'animaux labellisés bio, nourris avec du soja labellisé bio !

Les fruits et légumes « bio » venant d'Andalousie poussent au milieu de la mer de plastique, dans les mêmes exploitations en agriculture productiviste polluant toute la zone : mêmes serres, mêmes cultures hors-sol, mêmes variétés, même femmes immigrées exploitées ; oui, mais sans produits chimiques et avec un label !

Comment sauvegarder une démarche respectueuse des ressources locales, des savoir-faire paysans, situant la production agricole dans son contexte écologique, social et politique ? Que reste-t-il de la Charte de 1972 de l'IFOAM (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique) : produire plus d'énergie que celle consommée ; prix résultant des échanges et de la solidarité entre tous les acteurs ; rapprocher le produc-



parents. Nous sommes prêts à la création d'une autre économie, mais il faut nous organiser avec d'autres producteurs et avec ceux qui achètent notre lait. Mais les ventes à la ferme ou sur les marchés représentent seulement 10 %, le reste est transformé par quelques multinationales (Unilever, Nestlé, Danone, etc.) et distribué à 80 % par les grandes surfaces. Le prix (0,41 €) est calculé sur la base du prix conventionnel, augmenté d'une « prime bio » (25 % en France).

Biolait, créée en 1994 par quelques paysans de l'Ouest, regroupe aujourd'hui 800 producteurs dans 53 départements, auxquels elle rachète le lait 0,43 €. Appuyée au départ sur de petits circuits de distribution, elle a signé en 1997 un accord avec Biocoop, puis en 2011 avec Système U, accentuant sa dépendance au marché. Est-il trop tard pour se rapprocher d'associations de consommateurs, de comités d'entreprise, de restaurants collectifs, de cantines scolaires ?

<http://bombi.net/atrac/>

teur du consommateur ; pratiquer la coopération et non la compétition ; conserver des fermes « à taille humaine » ; ne pas piller les « pays pauvres », etc. ?

Comment va tourner le lait ?

Les 87 000 éleveurs conventionnels dépendent d'une filière intégrée au marché, qui impose des prix de plus en plus bas. FNSEA et aides européennes favorisent les exploitations productivistes, ce que rappelle Dominique Marion, de la FNAB (Fédération nationale d'agriculture biologique) : *Les consommateurs paient trois fois le lait : à l'achat, pour les subventions, enfin pour réparer les dégâts sanitaires et environnementaux.* Les vaches, machines à pisser le lait, vivent cinq ans au lieu de dix.

À chaque « crise du lait », de petits éleveurs se convertissent au bio, rejoignant les pionniers, tel Jean-François Vidal, agriculteur dans le Limousin : *Il m'a fallu remettre en question l'agriculture intensive que m'avaient enseignée le lycée agricole et mes*

Bolivie, Eldorado de la bio ?

Pour nous, paysans des Andes, l'agriculture biologique n'est pas une nouveauté, nous la pratiquons depuis des siècles ! Les médias veulent faire croire qu'elle est une invention des pays dits développés, explique Mario Quispe, animateur de l'AOPEB (Association d'organisations de producteurs écologiques de Bolivie).

Pour le peuple Mosekene, les activités sont gérées de manière communautaire, orientées vers le « vivre bien », opposé au « vivre mieux » occidental, produire et consommer plus. La terre, propriété de personne (ni individuelle, ni collective), est préservée des

maladies par association des cultures : les haricots se hissent le long des maïs, les salades voisinent le manioc, le café se plaît à l'ombre des arbres.

Mais le « progrès » s'avance : *Si l'agriculture biologique devient un secteur économique avec une idéologie corporatiste, élitiste et un marché spécifique, elle ne remettra pas en cause le capitalisme. Elle l'amènera et contribuera à enrichir les plus riches.*

Le gouvernement encourage les exportations. Le réseau Protal, 90 familles, qui produisent, transforment, distribuent directement leurs produits, dénonce : *Notre priorité est de nourrir la population. Nous cultivons le quinoa sur des parcelles mises en jachère tous les deux ans. Mais la majorité du quinoa est cultivée sur des terres pauvres de l'Altiplano, en bio intensive. Les sols s'appauvrissent, s'érodent. Avant, les cultures étaient gérées de manière communautaire et équilibrée. Les terres sont maintenant individuelles et les coopératives sous le contrôle des exportateurs. La population consomme de moins en moins de quinoa, car son prix a doublé, le pays importe du riz blanc. La conception capitaliste du « développement » nous éloigne de la souveraineté alimentaire et de la démocratie.*

L'organisme Bolicert apporte une certification sur la seule interdiction des produits chimiques, ce que dénonce Marilu Spinoza, d'une association de femmes boliviennes : *Comment parler de biologie, sans respecter la nature dans son ensemble, sans parler de souveraineté alimentaire, de conditions de travail, d'inégalités sociales, de l'avenir et de l'organisation de la société humaine. Dans les pays d'importation, les étiquettes « bio-équitable » en appellent à la charité des gens du Nord. Nous n'en voulons pas, nous voulons la justice pour tous et partout.*

Organisations biodégradables ?

Dominique Marion rappelle : *La bio est un contrat social qui dit que l'agriculture est là pour nourrir les populations localement, dans des circuits courts. Cela implique une critique de l'industrialisation pétrochimique et du commerce version grande distribution. La résistance à ce système économique destructif ne peut être portée que par l'agriculture biologique, à condition qu'elle porte un projet de société. Boire un jus d'orange bio,*



c'est super ! Mais quand la dernière gorgée a le goût du travailleur marocain sans papiers qui a ramassé les oranges, là ça ne passe plus.

Créée en 1964, Nature et Progrès (N&P) fédère producteurs et consommateurs dans 30 groupes régionaux. Elle défend les fondements d'une société alternative : agriculture paysanne, circuits courts, fermes diversifiées, biodiversité, solidarité, justice sociale. Elle a mis en place sa propre certification basée sur les SPG (systèmes participatifs de garantie) : *Ce qui détermine le respect de l'environnement, ce n'est pas la définition d'un produit fini mais ce sont des pratiques. Le SPG est un contrôle basé sur la confiance, en présence d'un consommateur et d'un producteur. La privatisation de la certification encourage le développement d'une agriculture bio-industrielle.* Ainsi, le label AB créé en France en 1985, et surtout le label AB européen (1991), remettent en cause les SPG et imposent le contrôle par les seuls organismes agréés. Le refus de N&P va entraîner une frange de la bio, afin d'avoir une reconnaissance officielle, à créer Éco-cert en 1991, avec William Vidal : *En France, la bio représente 2% de la consommation, mais si elle passe à 15%, nous avons besoin de plus en plus de grosses unités pour alimenter le marché. Nous ne devons pas avoir d'états d'âme. Après, on passe de l'autre côté de la barrière, et ça devient du militantisme.*

Luttes paysannes et agroécologie

Les sans-terre au Brésil, les paysans indigènes zapatistes au Mexique, Ekta Parishad – organisateur de grandes marches pour obtenir des terres – en Inde, Via Campesina qui fédère petits paysans, avec ou sans terre, et ouvriers agricoles, s'approprient l'agroécologie pour en faire un outil de transformation sociale. C'est dans les années 70 qu'en Amérique Latine, des chercheurs, agro-

nomes, anthropologues, sociologues, historiens, géographes, partant des pratiques traditionnelles, notamment des peuples indigènes, ont réhabilité les savoirs paysans. L'ensemble du système agroalimentaire (échanges commerciaux, rapports de force entre acteurs économiques, politiques publiques, etc.) est pris en compte. Les pratiques de production recourent celles de la bio : optimisation non d'une production particulière, mais de l'agroécosystème dans son ensemble ; recyclage des nutriments et de l'énergie ; amélioration de l'activité biologique du sol ; utilisation de semences locales ; diversification des variétés dans le temps et l'espace ; agroforesterie (association d'arbres aux cultures ou pâturages). Il s'agit d'assurer une co-évolution harmonieuse entre nature et relations sociales, assurant aux populations leur autonomie par le contrôle de leur environnement, de leurs connaissances et de leur nourriture. Relocalisation, circuits courts, SPG, etc., y ont leur place. La transition agroécologique d'un système (une simple ferme ou un territoire) prend en compte l'histoire agronomique et sociale, la mémoire des savoirs, les caractéristiques des sols, la biodiversité, les mouvements sociaux, les marchés, les rapports de pouvoir.

Le « sens commun », qui traitait le paysan de rétrograde et en voie de disparition, serait-il remis en cause ? Comme l'écrivait le militant anarchiste André Prudhommeaux : *Les marxistes ont condamné le paysan à disparaître, c'est le paysan qui les enterrera.*

ÉLAN NOIR



À lire absolument
La Bio entre business et projet de société,
Agone, 2012.



Fukushima : solidarité, dignité, fermeté, colère

«*Nous sommes devenus les dragons du Tohoku, brûlant tranquillement de fureur.*»

Déclaration de M^{me} Ruiko Muto, membre du Comité d'action pour le démantèlement de la centrale nucléaire de Fukushima, lors du rassemblement antinucléaire à Tokyo, le 19 septembre 2011.

«CEUX PARMI VOUS qui sont de Fukushima, levez-vous s'il vous plaît.

Bonjour tout le monde, je suis venue ici de Fukushima. Je suis venue aujourd'hui en bus, avec de nombreux compagnons, aussi bien de la préfecture de Fukushima même, que d'endroits que nous avons évacués. Pour beaucoup d'entre eux, c'est leur première participation à un rassemblement ou une manifestation. Nous nous sommes rejoints, en nous invitant, et sommes venus ici aujourd'hui parce que nous voulons vous parler de la douleur causée par l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima ; et parce que nous sommes déterminés, nous tous, à faire entendre nos voix pour dire que nous ne voulons pas de réacteurs nucléaires. Il y a plusieurs choses que j'aimerais dire pour commencer. Je veux exprimer mon profond respect pour chacun d'entre vous, qui vous êtes attaqués à tant de choses chaque jour, dans cette période difficile depuis le 11 mars, pour protéger votre vie. Je veux aussi exprimer ma gratitude à vous tous qui avez chaleureusement pris contact pour vous joindre aux gens de la préfecture de Fukushima et nous soutenir de diverses manières.

Et à tous les enfants et jeunes gens que cet accident a forcés à porter un lourd fardeau, je veux m'excuser de tout mon cœur. au nom de la génération qui a entraîné une telle situation. Je suis vraiment désolée.

Je veux vous dire, à tous, que Fukushima est un très bel endroit. À l'est, la région d'Hamadori contemple au loin le bleu profond du Pacifique. La région de Nakadori est la maison au trésor des fruits : pêches, poires et pommes. Les tiges dorées du riz inclinent leur tête dans la plaine d'Aizu, autour du lac Inawashiro, et du mont Bandai, alors qu'au lointain s'encadrent d'immenses chaînes montagneuses. Ce pays, avec ses montagnes bleutées et son eau claire, est notre patrie. L'accident nucléaire du 11 mars a fait pleuvoir la radioactivité, invisible aux yeux, sur



ce paysage, et nous sommes devenus, nous aussi des «hibakusha» (nom donné aux survivants des bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki).

Au milieu de cette confusion, diverses choses nous sont arrivées. Pris entre une

«campagne de sécurité» rapidement déployée et des sentiments de frayeur, les liens entre les gens ont été brisés. Qui peut dire combien de personnes ont été inquiétées et affligées, dans nos localités, nos lieux de travail, nos écoles, nos maisons? Jour après jour, de nombreuses décisions inéluctables nous ont été imposées. S'enfuir ou non? Manger ou non? Faire ou non porter des masques à nos enfants? Étendre ou non le linge dehors? Labourer ou non nos champs? Parler de quelque chose ou rester silencieux? Il y a eu diverses décisions déchirantes. Et maintenant, au cours des derniers six mois, les choses suivantes sont devenues claires: la vérité sur la situation est cachée. Le pays ne protège pas ses citoyens. L'accident n'est toujours pas fini. Les habitants de la préfecture de Fukushima sont devenus des sujets d'expérimentation nucléaire. Il reste un immense volume de déchets radioactifs. Malgré le prix énorme que nous avons déjà payé, il y a des pouvoirs qui sont résolus à poursuivre la production d'énergie nucléaire. Nous avons été mis au rebut. Nous poussons des soupirs d'épuisement et de tristesse accablante. Mais les mots qui sortent de notre bouche sont «Ne vous avisez pas de nous traiter comme des idiots!», «Ne volez pas nos vies!» Au milieu de notre colère et de notre douleur, nous, citoyens de la préfecture de Fukushima, nous nous levons tranquillement: mères et pères, grands-mères et grands-pères, qui veulent protéger leurs enfants... La jeune génération, qui se bat pour qu'on arrête de lui voler son avenir... Les ouvriers qui tentent d'aider ceux qui nettoient la centrale nucléaire ravagée, exposés à d'énormes doses de radioactivité dans ces opérations... Des fermiers remplis de désespoir par la contamination de leurs terres... Des personnes handicapées, déterminées à ce que la radioactivité ne crée pas de nouvelles discriminations et séparations... L'un après l'autre, chacun de nos citoyens se pose

des questions sur la responsabilité de l'État et de Tepco. Et nous élevons nos voix pour dire : « Plus de réacteurs nucléaires ! » Nous sommes devenus les dragons du Tohoku, brûlant tranquillement de fureur.

Nous, gens de Fukushima, voulons partager notre souffrance, notre responsabilité et notre espoir, et nous soutenir l'un l'autre en avançant dans la vie, que nous ayons quitté nos villes natales ou que nous soyons restés dans notre pays. S'il vous plaît, rejoignez-nous. Prenez note de l'action que nous engageons. Nous prenons conscience que se jouent au-dessus de nos têtes les négociations de Tepco avec le gouvernement, les règles d'évacuation, les évacuations temporaires, la sauvegarde de notre santé, la décontamination, la mesure des niveaux de radiations, les réacteurs nucléaires et la radioactivité. Et nous allons partout parler des gens de Fukushima. Aujourd'hui, des compagnons à nous prononcent un discours à New York. Nous travaillons là-dessus de toutes les manières que nous pouvons imaginer. S'il vous plaît, aidez-nous. S'il vous plaît, n'oubliez pas Fukushima. Il y a une autre chose dont je veux parler, c'est la manière dont nous vivons chacun notre vie. Nous avons besoin d'imaginer le monde à l'autre bout de cette prise où nous branchons des choses si négligemment. Nous devons fixer notre esprit sur le fait que le confort et le développement arrivent au prix de la discrimination et du sacrifice d'autres personnes. Les centrales nucléaires se trouvent à l'autre bout de la prise. La race humaine n'est rien de plus qu'une espèce parmi les créatures vivantes de cette terre. Existe-t-il d'autres espèces qui usurpent leur propre avenir ? Je veux vivre comme doit le faire un être vivant, en harmonie avec cette belle pla-

nète. Bien que ce ne soit qu'une petite chose, je veux traiter l'énergie comme une ressource précieuse, et me tisser une vie ingénieuse, riche et créative. Comment pouvons-nous construire, un monde nouveau qui soit au pôle opposé d'un monde dépendant de réacteurs nucléaires ? Personne ne peut répondre complètement à cela. Ce que je pense que chacun d'entre nous peut faire, en complète et totale sincérité, c'est de penser avec notre propre esprit, de s'assurer d'ouvrir largement les yeux, de décider ce que nous pouvons faire et agir plutôt que de suivre ce que quelqu'un d'autre a décidé. Souvenons-nous que chacun de nous a ce pouvoir. Chacun de nous a le courage de changer.

Laissez-nous retrouver la confiance qu'on nous a enlevée.

Et puis laissez-nous nous relier les uns aux autres. Si le pouvoir qui, même maintenant, vise à l'avancée des centrales nucléaires est une muraille verticale qui nous domine, notre pouvoir s'étend à l'horizontale, sans limites, grâce à notre connexion en cours. Essayez d'atteindre et de prendre délicatement la main de la personne à côté de vous. Regardons-nous les uns les autres et écoutons mutuellement nos peines. Laissons aller notre colère et nos larmes. Laissons se propager la chaleur de ces mains que nous tenons maintenant à travers le Japon et le monde. Aussi incroyablement lourd que soit le fardeau que chacun doit porter, aussi chaotique que soit la route que nous devons suivre, soutenons-nous les uns les autres pour ne pas perdre de vue notre but, et laissez-nous vivre ces moments dans la liberté et l'allégresse.

Merci beaucoup.»



Il arrive parfois qu'une situation historique tragique soit aussi l'occasion que se manifeste publiquement le plus beau et le plus estimable de l'humanité.

Si le discours de madame Muto nous importe, ce n'est pas seulement parce qu'il dit l'essentiel sur la catastrophe nucléaire en cours au Japon, sur ses responsables, sur les conditions faites à ses victimes. C'est aussi parce qu'il rappelle, avec les mots les plus simples, presque naïfs, le meilleur du projet révolutionnaire depuis deux siècles : l'attachement à un lieu et à son histoire ; l'attention aux autres et à soi, la solidarité ; la dignité et la fermeté, la colère ; l'affirmation que chacun peut et doit penser par soi-même et prendre ses affaires en main.

Nous ne connaissons pas l'histoire de madame Muto et de ses camarades, mais nous constatons qu'elle a trouvé ici les mots qui conviennent à une situation si difficile : sans idéologie, mais non sans idéal – et avec un indéni- niable réalisme.

Signalons que le Japon a connu durant l'été 2012 des manifestations antinucléaires de grande ampleur.

Le discours de madame Muto est reproduit dans : Arkadi Filine [pseudo.], « Oublier Fukushima. Textes et documents », Les éditions du bout de la ville, 2012 (disponible à la bibliothèque du Fabuleux Destin à Aubusson).

Il a également été filmé et est visible sur l'Internet.

CÉDRIC

**Aujourd'hui, ce n'est pas le bruit des bottes
qui est à craindre, mais le silence des pantoufles.**

18 - mauvaises lectures



Dieu n'est pas grand : comment la religion empoisonne tout, de Christopher Hitchens, Pocket, 2010, 405 p., 7,80 €.

Ce bouquin est un pamphlet contre toutes les religions, particulièrement instructif et caustique.

Divisé en plusieurs chapitres comme par exemple *La religion tue*, *Les prétentions métaphysiques de la religion sont fausses* ou bien encore *Le clinquant du miraculeux et le déclin de l'enfer*, il passe à la moulinette la religion chrétienne, le judaïsme, la religion islamique, le bouddhisme, etc.

Il démontre clairement et rationnellement que les religions ne sont que des inventions humaines, qu'elles n'ont rien de divines et que leurs obscurantismes assombrissent l'esprit de celles et ceux qui gobent et croient en leurs fadaïses.

« *Source de haine, de tyrannie et de guerres, elle [la religion, toutes les religions] met notre monde en danger.* »

Démontant les fadaïses irrationnelles des textes dit sacrés, dénonçant les inepties des faux-prophètes et autres gurus illuminés, ce livre ne peut que réjouir et être une référence pour les athé-e-s, tant il est empli de détails sur des méfaits de la religion.

Christopher Hitchens, journaliste et polémiste d'exception, lance un pavé dans la mare. La religion se mêle de sexe, contrôle nos assiettes, diabolise la science, se fait complice de l'ignorance.

À BAS TOUTES LES RELIGIONS !
ALAYN

Creuse 1917, Histoire du soviet de La Courtine, plaquette rééditée par la Fédération de la Libre pensée de la Creuse, à l'occasion de l'érection d'une stèle commémorative au cimetière de La Courtine.

La guerre de 1914-1918 a opéré une grande saignée, aussi bien côté « vainqueurs » que côté « vaincus ». La guerre a englouti des paysans, des ouvriers, des instituteurs allemands, français... et russes. Mais qui se souvient que ces derniers, utilisés en Champagne, y ont élu des conseils de soldats, avant d'être isolés en Creuse ? Qui se souvient des Russes du Soviet de La Courtine, écrasés par les canons en septembre 1917 ?

En avril 1916, Nicolas II envoie vingt mille soldats qui sont déployés en Champagne en première ligne, aux côtés de troupes coloniales et bretonnes.

Après février 1917, en réponse à l'appel du Soviet de Pétrograd, les soldats russes créent des soviets. Malgré leur volonté de ne plus combattre, ne pouvant communiquer avec tous leurs camarades, les troupes russes participent à leur dernier combat le 16 avril, au Chemin des Dames, laissant 5 000 tués ou blessés.

Ils décident de célébrer le 1^{er} mai en faisant la première grève au front : ils défilent drapeaux rouges déployés avec l'inscription « Liberté », des hymnes

révolutionnaires sont entonnés. Des représentants sillonnent la campagne avec un fanion rouge et noir sur leur véhicule, des brochures réclament le retour en Russie « du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux ». Le commandement militaire redoute la contagion vers les soldats français, déjà en rébellion larvée. Il décide de les isoler: les plus « loyalistes », environ 6 000, sont envoyés à Felletin, et plus tard en Gironde, alors que les rebelles, environ 10 000, arrivent le 26 juin à La Courtine. En septembre 1917, des canons français servis par les soldats russes loyalistes mettront un terme au soulèvement dans un bain de sang.

La plaquette de la Libre Pensée décrit cette page d'histoire dans le détail, avec de nombreuses illustrations (photos et reproduction de documents) et cite en annexe un texte d'Henri Barbusse, extrait de *Faits divers*, publié en 1928.

Disponible à la Fédération de la Creuse de la Libre Pensée, BP 158, 23004 Guéret Cedex ; 10 €.

Sur le même sujet, un spectacle **Ceux qu'on n'a pas domptés**, à partir du texte *Faits divers* d'Henri Barbusse, a été réalisé par les **Jardins-jeudis de la Spouze**, avec Mélodie le Bihan et René Bourdet, disponible en tournée (05 55 62 20 61).



Patriotes de tous les pays, égorgez-vous !

AU FIL DES MOIS aussi bien dans la presse « officielle » que dans la presse alternative, les articles sur l'Amérique du Sud (sans oublier l'Amérique centrale et les Caraïbes) gardent une place assez importante. Équateur, Bolivie, Venezuela (avec les dernières élections qui ont confirmé Hugo Chávez comme numéro un) font souvent l'actualité dans la presse alternative, et sont présentés comme des espoirs politiques voire comme des « modèles » à suivre avec quelques adaptations liées au contexte européen. Même dans les milieux libertaires, le cœur de certains balance entre scepticisme modéré et enthousiasme peu mesuré, alors que d'autres arrivent à garder une lucidité d'analyse politique critique aussitôt condamnée violemment par une gauche « radicale » des plus bien-pensante.



Le Monde libertaire du 11 octobre (n° 1684) nous propose une interview très intéressante d'un des participants (Rafael Uzcatogui) au journal *El Libertario* (Caracas – Venezuela). Il nous « dévoile le vrai visage du gouvernement de Chávez et de sa prétendue révolution bolivarienne ». Certes la situation est complexe : des avancées certaines pour les gens les plus pauvres sont incontestables, mais bien des points restent inacceptables. Rafael Uzcatogui résume les principales critiques qui peuvent être faites à cette fameuse révolution bolivarienne : « *Le processus bolivarien n'est pas une rupture, mais bien la continuation de politiques antérieures... comme par exemple l'économie du pétrole comme base de développement* ». Autre point, « *les conditions de la vie quotidienne avec le développement de politiques sociales qui ne sont que des palliatifs* » incapables d'enrayer une augmentation de la violence qui touche toute

la société vénézuélienne. Enfin, il y a la situation des organisations sociales qui loin de contribuer à une quelconque démocratie participative, de par leur militarisation plus ou moins poussée, se retrouvent enrôlées quasi exclusivement dans des luttes électorales incessantes.

Le cas de Cuba est aussi très intéressant : que d'espoirs, d'attrance a-t-il pu susciter jusque dans les rangs libertaires ! Aujourd'hui encore cela perdure. Pierre Stambul, dans *L'Émancipation (syndicale et pédagogique)* d'octobre 2012, présente un article assez long, *Une révolution qui ne plie pas, une révolution inachevée*, dont la présentation laisse un peu perplexe : « *Cuba a souvent une image négative, celle d'une dictature tropicale. Au retour d'un voyage, c'est une autre image qui s'impose : celle d'un pays latino-américain qui a su abolir la domination impérialiste* ». Entre vérités, contre-vérités, interrogations et aussi critiques des plus modérées, le texte peut laisser un goût amer, en particulier à ceux qui subissent cette « révolution » qui a tant fait rêver voilà un certain temps.

Un autre point de vue, sans doute plus intéressant et plus près de la réalité, est celui de Daniel Pinós, dans *Le Monde libertaire* du 4 octobre : *Une jeunesse cubaine*.



Offensive (Septembre 2012 – n° 35) comme à son habitude a concocté un dossier assez sérieux sur un thème qui revient assez souvent : *Prolétariat, affaire classée ?* Disparition de la lutte des classes, « *Nous vivrions donc toutes et tous dans une sorte de grande classe moyenne en voie d'universalisation qui réussirait à gommer les différences et les antagonismes* ». Cela peut faire sourire ou mettre en colère, cependant des interrogations méritent d'être débattues.

« *La figure du prolétaire renvoie-t-elle à celle de l'ouvrier ? [...] S'agit-il de conditions objectives de vie ou de rapports de force existants ? [...] Il ne s'agit pas de pinailler sur les termes mais bien de tenter d'appréhender la ou les façons dont l'antagonisme de classe s'incarne aujourd'hui. Y parvenir pourrait nous permettre de mieux comprendre ce qui se joue dans les luttes actuelles* ».

En résonance avec le dossier évoqué ci-dessus, *CQFD* (Octobre 2012 – n° 104), sur deux grandes pages, relance le débat et l'espoir avec ces « *rats des villes, rats des champs – L'Andalousie se rebelle et se réinvente* ». Depuis quelques années, qui n'avait entendu parler, dans nos milieux, de l'exemple étonnant du village de Marinaleda ? Eh bien, aujourd'hui, les luttes continuent et l'espoir ne faiblit pas... il faut dire que cela devient encore plus une question de vie ou de mort pour certains ! Deux exemples nous sont proposés : « *Côté rat des villes : la Corrala Utopía, immeuble neuf occupé par 36 familles à Séville. Côté rat des champs : Somonte, une ferme de 400 hectares occupée par des sans-terre sans travail* ».

Il serait difficile de ne pas évoquer « l'affaire Séralini » qui est un exemple caricatural d'une contre-désinformation officielle ; il faut dire que le sujet abordé est des plus sensibles : la remise en cause de l'innocuité des aliments OGM. *L'Âge de faire* (Octobre 2012 – n° 68) revient sur l'étude de Gilles-Éric Séralini, *Toxicité à long terme de l'herbicide Roundup et d'un maïs génétiquement modifié tolérant au Roundup*, et donne la parole à Nicolas Defarge (co-auteur de l'étude) qui précise et éclaire un certain nombre de points qui pourraient être litigieux.



20 - vous êtes cernés



Au fabuleux destin café-spectacle à la p'tite semaine

quartier du Petit Saint-Jean à Aubusson

Le *fabuleux destin* a démarré sur les chapeaux de roues, beaucoup de monde, des débats passionnés dans une atmosphère très tolérante et le sentiment qu'un public d'habitues est en train de se créer. Un peu comme s'il manquait jusque là, à Aubusson, un lieu de ce type. Voici le programme jusqu'en décembre. Pour plus de précisions : 06 95 34 11 61. Bar ouvert à 18 h, spectacle à 20 h.

En novembre :

3- Vernissage Jean-Yves Belliard - Inspir (Slam).
10- Faham musique trad réunionnaise.
15- *Les amoureux au ban public*, projection-débat.
16- *We feed the world*, projection-débat.
21- *C'est pas la fin du monde*, spectacle jeune public 15 h 30.
23- Ben, Théâtre.
29- Sac à Malices.
30- *Aux Mille beaux bars*, théâtre.

En décembre :

7- *Le Bonheur à titre provisoire*, théâtre.
13- *Moutons 2.0* projection-débat.
15- *A bruits secret n° 21*, concert.
19- *Trois fois rien*, spectacle jeune public, 15 h 30.
20- Veillée du solstice, fin du monde.
22- La Nuit d'Avent, lecture en musique.



RENDEZ-VOUS le 11 NOVEMBRE à GENTIOUX

Rassemblement antimilitariste à 11 h devant le monument aux morts pacifiste. À partir de 12 h 30 au Villard (entre Gentioux et Royère-de-Vassivière), repas des partageux : buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun ; et aussi tables de presse.

Ahun, dimanche 11 novembre
Salle des sports, route d'Aubusson,

L'association Perséphone propose
un stage de *Danse Malkovsky/Eutonie*

animé par Annick Catillon,
élève de Malkovsky et de Gerda Alexander.
9 h à 12 h 30 et 14 h à 18 h 30, tarif journée : 30 €,
adhésion à l'association : 10 €
Prévoir un repas à partager

Malkovsky invitait à l'authenticité, à la liberté d'être, en harmonie avec les lois du corps et de la nature : « La plus grande élégance est la plus grande simplicité ».
Cette recherche allie dans la complémentarité : les évolutions, seul ou à plusieurs, avec ou sans matériel, le geste rigoureux et la créativité, la concentration, l'effort et la détente, le sérieux, voire la gravité et la légèreté, le calme et la dynamique, le silence de l'intériorité et l'accord avec des œuvres musicales choisies.

Dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale

Lundi 12 novembre 2012 à 20 heures à l'IUFM de Guéret

CONFERENCE-DEBAT

« Des rapports entre immigration et économie »

avec

Catherine de Wenden

directrice de recherche au CNRS, docteur en sciences politiques, sociologue,
expert externe auprès du haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

et

Pierre Krausz

professeur à l'Université de Limoges et membre du bureau national du MRAP
qui animera cette soirée.



Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Librairie *La Licorne*, 42 Grand-rue

Au fabuleux destin café-spectacle : rue Cerclier

Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grand-rue

Bussière Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*

Chambon sur Voueize : *Café de la promenade*.

Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute.

Evau-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*

Eymoutiers :

Librairie *Passe-Temps*.

Le Monde allant vers : brocante, récup.

Bar *Le Potron minet*.

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*.

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Coop des champs, rue de Lavilatte.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice Rollinat.

Limoges : Local associatif *Undersounds*,
6, rue de Gorre.

Montluçon : Librairie *Le talon d'Achille*,

8, pl. Notre-Dame

Moutier d'Ahun : Bar-restaurant *Le Marais*

Moutier-Rozeille, La Clide : Atelier de sculpture
J.-L. Gautherin.

Royère : Bar *L'Atelier*.

St-Laurent : Bar *L'Envolée*.

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*.

Sardent :

Bar *Chez Josiane*.

Épicerie *Vival*.

et bien sûr dans les manifs et les rassemblements.

Également téléchargeable :

<http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 13



Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS (www.scribus.net)
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.